Vingtième Siècle.
Revue d'histoire

Publiée trimestriellement avec le concours du Centre national du livre et de l'Institut des sciences humaines du Centre national de la recherche scientifique

© 2015, Presses de la
Fondation nationale des
sciences politiques

Conception graphique :
Nicolas Hubert

Directeur de publication :
Jean-Pierre Rioux

Comité de lecture

Boris Adjemian, Stéphane
Audoin-Rouzeau, Ludvine
Bantigny, Jean-Jacques
Becker, Serge Bernstein,
Jerzy W. Borejsza, Raphaële
Branche, Bruno Cabanes,
Johann Chapoutot, Christian
Delporte, Quentin
Deluermoz, Jean-Luc
Domenach, Sabine Dullin,
Hélène Dumas, Armelle
Enders, Justine Faure, Olivier
Feiertag, Marion Fontaine,
Étienne Fouilloux, Pascale
Goetschel, Christophe
Granger, Thomas Grillot,
Pierre Guillaume,
John Horne, Marc Lazar,
Vincent Lemire, Pierre
Melandri, Gilles Morin,
Denis Pelletier, Krzysztof
Pomian, Antoine Prost,
Jean-Pierre Rioux, Daniel
Rivet, Sergio Romano, Nicolas
Roussellier, Marie Scot,
Jacques Sémelin, Klaus Peter
Sick, Jean-François Sirinelli,
Rudolf von Thadden, Xavier
Vigna, Mercedes Vilanova,
Marie-Bénédicte Vincent,
Charlotte Vorms,
Nicolas Werth, Stephen
Whitfield, Olivier Wiewiorka,
Michel Winock, Claire Zalc

Rédaction en chef

Raphaële Branche
Olivier Wiewiorka (2004-2014)
Jean-Pierre Rioux (1984-2004)

Comité de rédaction

Boris Adjemian, Ludvine
Bantigny, Raphaële Branche,
Johann Chapoutot, Quentin
Deluermoz, Justine Faure,
Pascale Goetschel,
Christophe Granger,
Thomas Grillot, Vincent
Lemire, Gilles Morin, Marie
Scot, Xavier Vigna, Marie-
Bénédicte Vincent, Charlotte
Vorms, Claire Zalc

Rédaction, ventes, abonnements

Presses de Sciences Po
117, boulevard Saint-Germain
75006 Paris
Tél. : (+33) 1 45 49 83 64
Fax : (+33) 1 45 49 83 34
CCP Paris 24670 22B
www.pressessciencespo.fr
vingt.siecle@sciencespo.fr

Abonnements 2015 (4 numéros)

	France	Étranger
Institutions	80 €	91 €
Particuliers	54 €	62 €
Étudiants	48 €	
Le numéro	23 €	
Frais d'expédition par avion : 22 €		
Frais d'expédition pour un numéro : 3 € (France), 6,30 € (Europe), 8,60 € (autre)		
Abonnement en ligne :		
www.pressessciencespo.fr		

Parti communiste et féminisme

De l'antifascisme à la transition démocratique en Espagne

Mónica Moreno-Seco

L'article de Mónica Moreno-Seco invite à analyser les relations entre féminisme et communisme espagnols à deux moments clés de leurs histoires, les années 1930, de la République à la guerre civile, et les années 1970, à l'âge de la Transition démocratique. Il met en lumière les dynamiques croisées et les stratégies complémentaires et concurrentes entre les deux mouvements. Celles-ci évoluent entre les années 1930 et les années 1970, mais sont toujours spécifiques, par comparaison avec d'autres pays européens.

Le Parti communiste espagnol (PCE) a joué un rôle politique remarquable au cours de deux moments cruciaux du 20^e siècle espagnol : la guerre civile (1936-1939) et la Transition démocratique du franquisme à la démocratie dans les années 1970. À ces deux occasions, il s'est présenté comme un ferme défenseur de la démocratie : que ce soit au nom de l'antifascisme et de la République agressée par le coup d'État de 1936 ou comme force directrice de l'antifranquisme dans les années 1960 et 1970¹. À ces deux moments, le PCE s'est déclaré

partisan des droits des femmes et a adopté une stratégie d'ouverture favorisant, en période de crise et de changement, la collaboration avec les différents milieux et les différentes cultures politiques de la société espagnole.

Depuis la chute du franquisme, l'historiographie espagnole a témoigné un intérêt croissant pour la relation entre les femmes et le PCE, pour le militantisme communiste féminin et, dans une moindre mesure, pour ses liens avec le féminisme. Les premiers travaux de Giuliana Di Febo ou de Fernanda Romeu Alfaro ont démontré que le communisme avait défendu des valeurs d'égalité, mais sans les avoir toujours appliquées en pratique². Expression de ce paradoxe, les femmes sont toujours restées minoritaires aux postes de responsabilité dont dépendaient l'organisation et la représentation du Parti. Il existe diverses interprétations de cette contradiction : celles qui insistent sur la responsabilité des femmes, lesquelles subordonnèrent les intérêts des femmes à la lutte politique au moins jusqu'à la fin de la Transition démocratique³, et celles qui soulignent au contraire le poids

(2) Giuliana Di Febo, *Resistencia y movimiento de mujeres en España, 1936-1976*, Barcelone, Icaria, 1979 ; Fernanda Romeu Alfaro, *El silencio roto : mujeres contra el franquismo*, Madrid, édition à compte d'auteur, 1994.

(1) Jean Vigreux et Serge Wolikow insistent sur l'influence de la démocratie libérale dans les partis communistes occidentaux. Voir *Cultures communistes au 20^e siècle : entre guerre et modernité*, Paris, La Dispute, 2003, p. 10. Sur l'évolution du Parti communiste espagnol (PCE), voir Manuel Bueno, José Hinojosa et Carme Molinero, *Historia del PCE : I Congreso, 1920-1977*, Madrid, FIM, 2007.

(3) Maria José Valverde Márquez, « La mujer y el Partido Comunista de España (1958-1977) », in Maria José Jiménez Tomé (dir.), *Pensamiento, imagen, identidad : a la búsqueda de la definición de género*, Malaga, Universidad de Málaga, 1999, p. 99-115.

des conceptions traditionnelles de genre dans le Parti et la méfiance, voire la misogynie, des camarades masculins¹. Ce texte se rattache à la seconde interprétation, mais adopte une position nuancée. Il ne faut pas oublier en effet la pluralité des trajectoires et des conceptions des militantes. Si le Parti a effectivement instrumentalisé le travail politique des femmes, certaines d'entre elles ont parfois pu exercer une influence sur l'organisation du PCE. En défendant l'émancipation des femmes, nombre de militantes communistes, qu'elles se déclarent ou non féministes, ont introduit des principes, des ressources symboliques et des pratiques qui, à différents degrés, ont transformé la culture politique à laquelle elles appartenaient en imposant l'idée d'égalité entre les genres, et ont ainsi reformulé les identités communistes.

Cet article entend donc démontrer que l'ouverture du PCE au féminisme, dans les années 1930 comme dans les années 1970, n'est pas le produit de la seule stratégie du PCE, mais résulte aussi de l'action des militantes communistes. Il propose à cette fin une analyse comparative de l'expérience des années 1930 et 1970, deux périodes d'effervescence politique pendant lesquelles le PCE et le féminisme ont eu une influence publique importante. On présentera une réflexion sur l'évolution des relations entre le mouvement des femmes et le communisme et on s'interrogera sur la continuité ou la rupture entre ces deux moments historiques. Bien entendu, il ne s'agit pas d'oublier qu'à d'autres époques, comme celle de l'après-guerre par exemple, le PCE a soutenu des approches de genres traditionnelles. L'image des femmes au sein du Parti a beaucoup

changé, subordonnée qu'elle était au contexte politique et aux intérêts du Parti². Pour autant, les relations entre les femmes et le PCE ne se déduisent pas des seuls intérêts immédiats du Parti, mais ont toujours été influencées, aussi bien dans les discours que dans les pratiques, par des éléments aussi divers que la théorie marxiste sur l'oppression des femmes, les directives de l'URSS, la stratégie de la direction du PCE, auxquelles il faut ajouter l'action des militantes communistes et les apports du féminisme lui-même.

Cette recherche s'appuie sur les archives du PCE conservées à Madrid, qui fournissent des sources pertinentes surtout pour les années 1960 et 1970, ainsi que sur la presse communiste, sur de nombreuses brochures et sur des mémoires de militantes et de personnes en contact avec elles, rédigées au moment des événements ou lorsque s'est ouvert le débat public des années 1990 sur la mémoire de la guerre civile et de l'époque franquiste.

Égalité, révolution et antifascisme dans les années 1930

Sous la Seconde République (1931-1936), le Parti communiste espagnol (PCE) est une petite formation politique dont le militantisme féminin est négligeable. Créé en 1921, le PCE adopte une attitude très critique vis-à-vis du nouveau régime démocratique républicain, à partir de positions ouvriéristes et révolutionnaires³. Le mouvement féministe, de son côté, se développe de manière très dynamique dans les années 1920 et contribue à l'intégration dans la Constitution républicaine de 1931 du

droit de vote des femmes et du divorce⁴. Entre le mouvement féministe et le PCE, les contacts sont inexistant, notamment parce que le PCE considère le féminisme comme un mouvement bourgeois et inutile et parce qu'il est convaincu que l'égalité arrivera d'elle-même avec le triomphe de la révolution sociale. La situation évolue cependant rapidement.

Sous la République, premier rapprochement

Sous le régime républicain, un premier rapprochement entre féministes et femmes communistes s'opère. Le PCE tente d'utiliser l'intérêt éveillé par le processus révolutionnaire en URSS pour élargir son influence. Pour donner une image des progrès réalisés dans « la patrie du socialisme », le PCE prend pour exemple les avancées économiques soviétiques, plus rarement l'égalité entre femmes et hommes. Le nouveau régime a en effet octroyé de nombreux droits aux femmes dès 1917 (le vote, le divorce, l'avortement) et a permis le développement d'initiatives comme le Jenotdel, l'organisation des femmes du Parti communiste d'Union soviétique, qui militait en faveur de changements dans les relations de genre. Cependant, la situation des femmes ne fait pas partie des priorités du PCE au début des années 1930. C'est pour cette raison que, au-delà de vagues allusions aux succès obtenus par les Soviétiques, on insiste d'abord sur le potentiel des femmes dans la lutte, en évoquant notamment leur participation aux journées révolutionnaires de 1917⁵. Les références commencent à être plus fréquentes au milieu des années 1930, précisément quand les initiatives qui modifient le plus l'ordre établi en URSS, comme le Jenotdel, sont définitivement abandonnées, et quand la propagande soviétique

impose un modèle de féminité classique définie par la beauté, la famille et la maternité⁶. Dans la presse communiste espagnole, certaines de ces mesures sont justifiées, même si elles contredisent les arguments que le Parti défend sur le sol espagnol. Le journal *Mundo Obrero* motive par exemple le retour à la pénalisation de l'avortement en URSS en expliquant que ce dernier a perdu sa pertinence dans une société où les femmes jouissent déjà de l'égalité totale avec les hommes, alors que, dans les sociétés capitalistes, la lutte pour l'avortement continue d'être nécessaire⁴.

À partir de 1934, la popularité du Parti communiste commence à grandir, tout d'abord parce que le tournant stratégique opéré par le Komintern inaugure (pour tous les partis communistes) une politique nouvelle de collaboration « antifasciste », puis parce que le PCE s'attire des sympathies à la suite des campagnes de solidarité face à la répression de l'insurrection d'octobre 1934 par le gouvernement républicain conservateur⁵. En intégrant le Front populaire et en renonçant à la rhétorique révolutionnaire, le PCE augmente considérablement son audience, surtout avec la campagne électorale qui s'ouvre en février 1936⁶. Le Parti ouvre ses portes à la participation des classes moyennes et des intellectuels, ce qui entraîne un élargissement de la base sociale des militantes, jusqu'alors surtout d'origine ouvrière, comme Dolores Ibárruri (surnommée la « Pasionaria »). L'entrée des femmes en politique se heurte alors à des

(1) Francisco Erice Sebares, « Mujeres comunistas : la militancia femenina en el comunismo asturiano, de los orígenes al final del franquismo », in Valentín Brugos (dir.), *Los comunistas en Asturias (1920-1982)*, Gijón, Trea, 1996, p. 314 ; Marta del Moral Vargas, *Acción colectiva femenina en Madrid (1909-1931)*, Santiago, Universidade Santiago de Compostela, 2012, p. 309-325.

(2) Eric D. Weitz, « L'home heroic i la dona eterna : gènere i política en el comunisme europeu, 1917-1950 », *Afers*, 33-34, 1999, p. 393-414.

(3) Rafael Cruz, *El Partido Comunista de España en la II República*, Madrid, Alianza, 1987.

(1) Ana Aguado, « Entre lo público y lo privado : sufragio y divorcio en la Segunda República », *Ayer*, 60, 2005, p. 105-134.

(2) *La Internacional Comunista*, avril 1933.

(3) Wendy Goldman, « Les femmes dans la société soviétique », in Michel Dreyfus et al., *Le Siècle des communismes*, Paris, Éd. de l'Atelier/Éditions ouvrières, 2000, p. 187-192.

(4) *Mundo Obrero*, 27 avril 1936, in Rafael Cruz, *El Partido Comunista de España...*, op. cit., p. 98.

(5) Antonio Elorza et Marta Bizcarrondo, *Queridos camaradas : la Internacional Comunista y España, 1919-1939*, Barcelone, Planeta, 1999, p. 238-259.

(6) Rafael Cruz, « Del partido recién llegado al partido de todos : el PCE, 1920-1939 », in *Actas del I Congreso sobre la historia del PCE, 1920-1977*, Oviedo, FIM, 2004 (cd-rom).

résistances parmi les membres masculins, fermement critiquées par Ibárruri elle-même. Dans un Parti où le militantisme est majoritairement masculin, Ibárruri occupe une position de pouvoir remarquable, acquise à la suite de son élection comme députée en 1936 et qu'elle conserve pendant la guerre civile, même si son poids réel dans la prise des décisions politiques est en réalité resté en deçà de son importance publique¹. En février 1936, le PCE affirme que plus d'un tiers de ses nouveaux militants sont des femmes². L'arrivée de femmes instruites et familiarisées avec les débats féministes permet de consolider le travail de la Commission féminine du PCE, que dirige Ibárruri et à laquelle collaborent des militantes comme l'institutrice Encarnación Fuyola. On assiste à l'intégration d'intellectuelles admiratives des réformes introduites en URSS, comme Maria Teresa León, qui se consacre à des tâches de propagande pro-soviétique dans des magazines culturels, ou comme Irene Falcón, qui fréquente les milieux intellectuels madrilènes et s'intéresse très tôt au féminisme³. Le PCE attire aussi de nombreuses jeunes femmes venues d'organisations étudiantes ou qui trouvent au sein du Parti communiste un espace de formation culturelle et politique⁴.

L'existence d'espaces de sociabilité progressistes permet le contact entre femmes issues des différentes cultures politiques, pacifiste, féministe et communiste. Les forums de

débat intellectuel comme le Lyceum Club ou la Résidence des Demoiselles à Madrid cohabitent avec les initiatives patronnées par le PCE ou proches de celui-ci. Certaines féministes connues, bien que d'affiliation républicaine ou socialiste, appartiennent ainsi à l'Association des amis de l'Union soviétique créée en 1933, qui essaie d'offrir une image positive des acquis de la Révolution, en mettant particulièrement en valeur les droits des femmes⁵. Le Secours rouge international, organisation satellite du PCE, fournit quant à lui des contacts avec les intellectuelles, dont certaines deviennent membres du Parti, comme Matilde Landa⁶. Une autre initiative très importante est le développement de la section espagnole du Comité mondial des femmes contre la guerre et le fascisme qui tient son premier congrès national au cours de l'été 1934. Dans le comité national espagnol, on trouve des personnalités comme les républicaines Victoria Kent et Clara Campoamor ou la socialiste Margarita Nelken, même si Dolores Ibárruri en détient la présidence effective⁷. D'après Mercedes Yusta Rodrigo, cette association ne s'explique pas seulement par les intérêts du Parti communiste, mais également par le fait qu'elle a réussi à rassembler des femmes portées par d'autres idéologies et intérêts⁸.

(5) María Magdalena Garrido Caballero, « Las relaciones entre España y la Unión Soviética a través de las Asociaciones de Amistad en el siglo XX », thèse de doctorat en histoire, Universidad de Murcia, 2006.

(6) Laura Branciforte, *El Socorro Rojo Internacional (1923-1939) : relatos de la solidaridad antifascista*, Madrid, Biblioteca Nueva, 2011 ; David Ginard, *Matilde Landa, de la ILE a las cárceles franquistas*, Madrid, Flor del Viento, 2005.

(7) Irene Falcón, *Asalto a los cielos...*, op. cit., p. 98-100 ; Dolores Ibárruri, *El único camino*, Moscou, Progreso, 1962, p. 184-191.

(8) Mercedes Yusta Rodrigo, « La construcción de una cultura política femenina desde el antifascismo (1934-1950) », in Ana Aguado et Teresa María Ortega (dir.), *Feminismos y antifeminismos : culturas políticas e identidades de género en la España del siglo XX*, Valence, Presses universitaires de Valence, 2011, p. 258-266.

Communisme et émancipation des femmes pendant la guerre civile

Pendant la guerre civile (1936-1939), le PCE devient la première formation politique républicaine, tandis que le mouvement féministe perd ses organisations, qui subissent la répression franquiste et dont les dirigeantes doivent souvent fuir à l'étranger. Les revendications féministes restent néanmoins présentes dans le débat public. Si le PCE domine celui-ci, d'autres forces politiques, notamment les socialistes et les anarchistes, s'en emparent. En outre, le recrutement féminin au PCE, commencé avant 1936, s'accélère avec la guerre. Les hommes étant appelés aux armes, le Parti compte sur les femmes pour garantir son fonctionnement et soutenir l'effort de guerre à l'arrière¹. Le discours insiste désormais sur l'appel aux nouvelles militantes et sur la promotion interne des femmes². D'après Fernando Hernández Sánchez, en mars 1937, le PCE déclare 245 532 membres, dont 18 329 femmes (7,5 % des effectifs). Après avoir atteint son apogée à la fin de l'année avec trois cent quarante mille militants, le PCE connaît une baisse générale de ses effectifs, mais enregistre au contraire une augmentation du nombre de ses militantes, aboutissant à une féminisation du Parti, avec des taux qui atteignent, en 1938, 30,5 % des effectifs à Madrid et 19,5 % à Barcelone. Même si ces chiffres reflètent surtout la situation des grandes villes à la fin de la guerre civile, la féminisation est réelle et rencontre d'ailleurs des résistances parmi les camarades masculins³. La diversité des origines s'accroît avec l'arrivée d'intellectuelles

comme Margarita Nelken, ancienne députée socialiste et féministe renommée, de bourgeoises, comme Constanica de la Mora ou Caridad Mercader, conduites au communisme par leurs préoccupations sociales, d'institutrices, comme Dolores Piera, et surtout de jeunes ouvrières et étudiantes comme Teresa Pàmies⁴.

L'augmentation des effectifs féminins du Parti s'accompagne-t-elle de l'introduction des thèses féministes ? À cette même époque, la référence aux tâches maternelles et domestiques considérées comme spécifiquement féminines se renforce au sein du communisme international, aussi bien en URSS que dans les partis d'Europe occidentale. Or la guerre en Espagne donne une image différente des femmes, actives et combattantes, s'incarnant notamment dans la figure de la milicienne. Dans les partis communistes soviétique et occidentaux, cette situation est interprétée comme une réponse exceptionnelle à une situation exceptionnelle, qui ne fait, d'après Brigitte Studer, que confirmer la norme dominante⁵. Il est vrai que l'engagement armé des femmes reste un phénomène marginal et que même les militantes communistes ont peu en commun avec l'expérience des miliciennes. Mais elles ne luttent pas moins pour que les femmes puissent exercer une activité de résistance à l'arrière, du fait de leurs contacts avec les féministes et de leur désir de défendre la République qui a accordé de nombreux droits aux femmes.

à des évolutions rapides de sa composition et contenant de nombreuses erreurs.

(4) Luis Mercader (fils de Caridad), *Ramón Mercader, mi hermano*, Madrid, Espasa-Calpe, 1990, p. 38-46. Il existe aussi d'intéressantes biographies. Voir notamment Soledad Fox, *Constancia de la Mora. Esplendor y sombra de una vida española del siglo XX*, Salamanca, Espuela de Plata, 2008 ; Josebe Martínez Gutiérrez, *Margarita Nelken (1886-1968)*, Madrid, Del Orto, 1997.

(5) Brigitte Studer, « La femme nouvelle », in Michel Dreyfus et al., *Le Siècle des communismes*, Paris, Éd. de l'Atelier/Éditions ouvrières, 2000, p. 383-385.

(1) Sur l'expérience des femmes dans le conflit, voir Mary Nash, *Rojas : las mujeres republicanas en la Guerra Civil*, Madrid, Taurus, 1999.

(2) Résolution du Comité central du PCE dans *La Internacional Comunista*, 1^{er} juillet 1938.

(3) Fernando Hernández Sánchez, *Guerra o revolución...*, op. cit., p. 286-293. L'auteur souligne la fragilité des statistiques du PCE soumises à des impératifs de propagande, confrontées

Cette particularité espagnole se retrouve dans les discours et les écrits de Dolores Ibárruri. Pendant la campagne électorale de février 1936, celle-ci s'adressait déjà aux femmes en tant que mères, tout en identifiant le fascisme à une idéologie oppressive à l'égard des femmes, sur la base d'arguments féministes¹. Pendant la guerre civile, celle-ci condamne toujours la violence faite aux femmes et aux enfants victimes du fascisme et en appelle à l'effort des mères résistantes. Mais ce registre victimiste et maternaliste coexiste encore une fois avec un registre féministe. À l'occasion de la journée internationale de la femme le 8 mars 1938, elle affirme par exemple qu'il faut « cesser de considérer la femme comme une citoyenne de catégorie inférieure et lui accorder la plénitude de droit qu'elle mérite ». Elle propose, après l'inévitable référence aux femmes soviétiques, de ne parler de « démocratie et d'émancipation que lorsque les femmes auront atteint l'indépendance économique² ». De même, dans son intervention à la Conférence provinciale du Parti à Madrid tenue en 1938, elle s'adresse ainsi à ses camarades :

« Camarades, un homme ne peut pas se dire révolutionnaire et avoir une conception aussi réactionnaire du rôle dévolu à la femme. La femme ne doit pas être la femelle avec laquelle il couche. Elle ne doit pas être la femme qui lui recoud ses chaussettes et lui prépare le pot-au-feu à l'heure ; la femme doit être la compagne, elle doit être la camarade avec qui partager les peines, la fatigue, les désagréments et aussi les joies de la lutte³. »

Elle tient là un discours qui unit émancipation et communisme, et qui ne subordonne pas les droits des femmes à la victoire ou aux

intérêts du Parti, mais qui conçoit les deux comme inséparables, introduisant ainsi des éléments nouveaux dans la culture politique communiste espagnole.

Sans nier l'existence d'autres voix, le discours de Dolores Ibárruri symbolise tout à fait les contradictions du Parti communiste. Mais il montre aussi comment celle-ci a su utiliser différents registres afin de mobiliser les Espagnoles pour la défense immédiate de la République et pour l'édification d'une société plus juste après la victoire. Son image atteint une popularité particulière pendant la guerre : de par ses origines humbles, sa tenue et sa coiffure traditionnelles, elle incarne la femme espagnole ; mais de par son rôle de dirigeante politique et ses capacités d'oratrice, elle incarne un Parti qui défend l'égalité. Cette combinaison fait d'elle un mythe⁴. Il existe cependant deux interprétations divergentes de son discours : certains, comme Maria José Capellín ou Maria Carmen García Nieto, soulignent son apologie du rôle des femmes dans la société et dans le Parti ; d'autres, comme Yannick Ripa, rappellent son acceptation du discours traditionnel dans lequel l'émancipation féminine ne bénéficie d'aucun traitement spécifique⁵. Ces deux interprétations éclairent chacune un aspect particulier : on peut affirmer qu'Ibárruri a défendu des principes féministes, nuancés par des appels au maternalisme, atteignant ainsi un difficile équilibre entre égalité et complémentarité. Faire accepter aux femmes communistes le qualificatif de féminisme était par ailleurs très difficile, car le terme était toujours

(4) David Ginard, « "La madre de todos los camaradas" : Dolores Ibárruri como símbolo movilizador, de la Guerra Civil a la transición posfranquista », *Ayer*, 90, 2013, p. 189-216.

(5) Maria José Capellín Corrada, *De la casa al compromiso político : Dolores Ibárruri, mito del pueblo, 1916-1939*, Madrid, Fundación Dolores Ibárruri, 1996 ; Maria Carmen García Nieto, « Hija de una época y de una clase, mujer con las mujeres : Dolores Ibárruri », *Arenal*, 3 (2), 1996, p. 259-277 ; Yannick Ripa, « Le mythe de Dolores Ibárruri », *Clío*, 5, 1997, p. 147-155.

associé à un mouvement bourgeois divisant les femmes et les hommes. Mais bien qu'elles n'en aient pas accepté le nom, on peut considérer leurs propositions et leurs initiatives comme féministes¹.

L'activité politique et sociale des femmes communistes prend place notamment au sein de l'Asociación de Mujeres Antifascistas (AMA, Association des femmes antifascistes), héritière du Comité des femmes contre la guerre et le fascisme. Cette organisation joue un rôle capital dans la mobilisation des femmes à l'arrière et, selon une de ses dirigeantes, la communiste Encarnación Fuyola, l'AMA luttait pour les libertés démocratiques et pour les droits des femmes². Les cercles intellectuels déjà actifs sous la République sont également sensibles aux positions des communistes ou des sympathisantes du Parti sur l'émancipation des femmes, comme l'Association d'amitié avec l'Union soviétique, très active pendant la guerre, et l'Alliance des intellectuels antifascistes, où se fait remarquer l'écrivaine Maria Teresa León.

La débâcle du camp républicain en avril 1939 entraîne dans son sillage une profonde fracture politique et sociale, due à la répression systématique exercée par la dictature franquiste contre les forces politiques et syndicales de gauche (et donc contre le PCE), mais aussi contre des mouvements qui contredisent les valeurs national-catholiques imposées par le franquisme, comme le féminisme. Le mouvement disparaît de manière brutale et ne réapparaîtra que dans les années 1970 à partir de sources et dans un contexte très différents. Les militantes communistes sont quant

à elles emprisonnées, obligées de s'exiler, ou contraintes de continuer leur engagement politique dans la clandestinité. Au sein du PCE, la lutte pour les droits des femmes n'est plus une priorité et s'efface devant la lutte contre la dictature³.

Le « Parti de la libération de la femme » (années 1960 et 1970)

Les années 1970 constituent un second moment où PCE et mouvement féministe reprennent de l'importance dans l'arène politique. Pendant les dernières années du franquisme, le PCE devient un pilier fondamental dans la reconstruction du mouvement des femmes et va jusqu'à se définir comme un parti féministe.

Une nouvelle culture communiste

Des années 1960 au début des années 1970, une nouvelle culture communiste s'ouvre au féminisme. Ce changement a été rendu possible par la nouvelle stratégie du PCE à partir de la fin des années 1950 : centrée sur la reconstruction d'une société civile en vue de l'implantation d'une future démocratie, elle donne la priorité au rapprochement avec les mouvements sociaux, y compris ceux qui défendent les droits des femmes. Ce processus a contribué à créer une nouvelle culture communiste davantage ouverte au changement des relations de genre⁴.

(3) Parmi différents travaux, voir Claudia Cabrero Blanco, « Militancia, resistencia y solidaridad: las mujeres comunistas y la lucha clandestina del primer franquismo », in Manuel Bueno et Sergio Gálvez (dir.), *Nosotros, los comunistas : memoria, identidad e historia social*, Madrid, FIM, 2010, p. 205-229 ; Irene Abad Buil, *En las puertas de prisión*, Barcelone, Icaria, 2012 ; Mercedes Yusta, *Madres Coraje contra Franco : la Unión de Mujeres Españolas en Francia, del antifascismo a la Guerra Fría (1941-1950)*, Madrid, Cátedra, 2009.

(4) Carme Molinero, « Una gran apuesta : la oposición política a través de la movilización social » et Francisco Erice Sabares, « El "orgullo de ser comunista" : imagen, autopercepción, memoria e identidad colectiva de los comunistas españoles », in Manuel Bueno et Sergio Gálvez (dir.), *Nosotros, los comunistas...*, op. cit., p. 255-283 et p. 139-183.

(1) Selon Ángela Cenarro, « Antifascismo y republicanas durante la guerra civil », in Mary Nash (dir.), *Ciudadanas y protagonistas históricas : mujeres republicanas en la II República y la Guerra Civil*, Madrid, Congreso de los Diputados, 2009, p. 164-186.

(2) Encarnación Fuyola, *Mujeres Antifascistas : su trabajo y su organización*, Valence, Ediciones de las mujeres antifascistas, 1936.

Dans ce nouveau contexte, l'action politique des femmes prend un nouvel élan. Les militantes adultes continuent à défendre les prisonniers politiques et à soutenir les mobilisations ouvrières de leurs maris. Mais en parallèle, elles participent elles-mêmes à des mouvements sociaux et commencent à prendre conscience des discriminations dont elles sont victimes¹. Cette évolution coïncide avec le développement des mouvements protestataires de jeunes dans les pays occidentaux au cours des années 1960 et avec l'irruption de la seconde vague de féminisme. L'ouverture du milieu communiste au féminisme correspond aussi à l'arrivée d'une génération de jeunes militantes, étudiantes ou salariées. Ces militantes se forment une conscience féministe par leurs lectures et par leurs contacts avec le mouvement des femmes, mais aussi en faisant l'expérience personnelle de la discrimination dans leur activité professionnelle comme dans leur activité politique. En remettant en question les relations de genre dans le Parti, des jeunes et quelques adultes contribuent à reformuler les identités communistes². L'expérience des années 1930 n'est pas une référence pour ces jeunes féministes, parce que les militantes les plus combattives pendant la guerre civile ont disparu ou sont en exil. La majorité des communistes adultes soutiennent des positions modérées sur la question des femmes.

La documentation interne du Parti témoigne du fait que le féminisme est désormais considéré comme indispensable pour aller vers l'égalité pendant et après la révolution. Révolution sociale et égalité entre femmes et hommes

(1) Irene Abad Buil, « Reivindicaciones y movilizaciones femeninas desde el PCE durante el Segundo franquismo », in *ibid.*, p. 231-252.

(2) Mónica Moreno-Seco, « A la sombra de "Pasionaria" : mujeres y militancia feminista (1960-1982) », in María Dolores Ramos (dir.), *Tejedoras de ciudadanía : culturas políticas, feminismos y luchas democráticas en España*, Málaga, Universidad de Málaga, 2014, p. 257-282.

cessent d'être considérées comme des projets opposés : un rapport interne du PCE du début des années 1970 affirme ainsi que les femmes ont certes besoin du socialisme pour leur libération, mais que la révolution a aussi besoin des femmes³. Comme les revendications féministes s'inscrivent dans une lutte pour la démocratie, elles constituent elles aussi une voie vers le socialisme. Les œuvres de Simone de Beauvoir ou de Betty Friedan viennent s'ajouter aux textes classiques du marxisme pour former une base théorique qui intègre déjà les apports du suffragisme. Parallèlement à cette rupture avec les positions classiques du PCE, le modèle soviétique perd de son rayonnement, à l'heure du ralliement du PCE à l'eurocommunisme, et on affirme même que, dans les pays socialistes, les femmes n'ont pas obtenu l'égalité complète. L'idée de réunir les femmes de toutes origines sociales dans des associations féministes gagne du terrain.

C'est dans ce contexte évolutif que s'inscrivent les propositions théoriques de Giulia Adinolfi, militante formée en Italie qui, au milieu des années 1960, promeut la création d'un groupe de réflexion avec d'autres communistes à Barcelone pour étudier des textes féministes. Dans la revue clandestine *Nous Horitzons*, publiée par des intellectuels communistes, Adinolfi critique les thèses qui conçoivent l'activisme des femmes comme une action subalterne sans objectifs spécifiques ou qui soutiennent que la révolution éliminera de manière automatique la discrimination et, par conséquent, que les femmes ne doivent pas développer de militantisme spécifique. Elle rejette aussi la conception « féministe » (elle ne se qualifie pas encore ainsi) qui considère

(3) Archive historique du PCE (AHPCE), Organizaciones de Mujeres (OM), boîte 117, chemise 12/1, « Sobre la mujer », Joaquín, s. d. Ces rapports ne sont pas signés ou sont signés avec un pseudonyme en raison des règles imposées par la clandestinité.

que l'accès au travail et à l'éducation règlera à lui seul les problèmes des femmes, alors qu'en réalité, affirme-t-elle, l'origine de la discrimination réside dans les structures de la société et dans l'exploitation. Adinolfi conclut en soulignant que les femmes, par leur action, ont un rôle propre à jouer dans la construction d'un nouveau pays. Ces idées sont reprises par le Parti, qui propose de créer un mouvement de femmes qui unirait la lutte pour l'émancipation des femmes à la lutte pour la justice sociale⁴. Les thèses d'Adinolfi constituent le fondement théorique du Movimiento Democrático de Mujeres (MDM, Mouvement démocratique des femmes).

En pleine clandestinité, l'idée resurgit de développer une organisation ouverte aux femmes d'origines et d'idéologies diverses, sous la direction de militantes communistes⁵. Principale organisation dans la reconstruction d'un mouvement féministe en Espagne, le MDM est fondé en 1965 et est longtemps dirigé par des militantes communistes comme Dulcinea Bellido et Mercedes Comabella. Le MDM donne la possibilité au PCE d'être présent au sein du mouvement et de s'imprégner de la théorie féministe. À partir de questions ancrées dans le quotidien, comme les prix à la consommation, les services urbains de base ou l'éducation des enfants, le MDM introduit de manière progressive des thèses féministes, ce qui conduit à une relecture du marxisme et à une redéfinition de ses activités ou objectifs.

(4) Lluïsa Vives (pseudonyme d'Adinolfi), « Por un planteamiento democrático de la lucha de las mujeres », *Nous Horitzons*, 12, 1967, p. 30-34. Ses propositions apparaissent dans un document interne du PCE : AHPCE, OM, boîte 117, chemise 12/1, « El trabajo político entre las mujeres... », s. d. Voir aussi Pilar Fibla et Carme Vilaginés, « Giulia Adinolfi, mujer y ciudadana ejemplar », *Mientras Tanto*, 94, 2005, p. 25-30.

(5) Irene Abad Buil, « Movimiento Democrático de Mujeres : un vehículo para la búsqueda de una nueva ciudadanía femenina en la transición española », in *Actes del Congrés « La transició de la dictadura franquista a la democràcia »*, Barcelone, Universitat Autònoma de Barcelona, 2005, p. 245-252.

Les relations entre PCE et MDM ont été diversement interprétées par les féministes : certaines soulignent la manipulation du mouvement par le Parti⁶, tandis que d'autres mettent l'accent sur son indépendance. C'est le cas notamment des militantes communistes, qui, comme Rosalía Sender, déclarent : « C'est nous les communistes féministes qui l'avons développé en premier mais pas d'après les consignes du Parti, au contraire, souvent contre l'opinion des dirigeants⁷. » L'historiographie converge sur la surveillance exercée par le parti sur le MDM et sur la division des militantes communistes à propos de l'orientation féministe et de l'autonomie du MDM par rapport au Parti⁸. La documentation interne du PCE, quant à elle, révèle certes l'hégémonie des femmes communistes dans le MDM⁹, mais confirme aussi les tensions entre les communistes du MDM et les camarades qui ne comprennent pas leurs propositions et considèrent le travail féministe comme contingent¹⁰.

La culture communiste telle qu'elle a existé sous le franquisme, et notamment sa conception inégale des rapports entre les sexes, entre en crise à cette époque, remise en question

(6) Lidia Falcón, *Mujer y poder político*, Madrid, Vindicación Feminista, 1992, p. 206.

(7) Rosalía Sender Begué, *Luchando por la liberación de la mujer : Valencia, 1969-1981*, Valence, Presses universitaires de Valence, 2006, p. 111 et p. 160.

(8) Vicenta Verdugo Martí, « El Movimiento Democrático de Mujeres : el compromiso político por una ciudadanía democrática », in Ana Aguado et Luz Sanfeliu (dir.), *Caminos de democracia : ciudadanía y culturas democráticas en el siglo XX*, Grenade, Comares, 2014, p. 115-131 ; Francisco Arriero Sanz, « El Movimiento Democrático de Mujeres : del anti-franquismo a la movilización vecinal y feminista », *Historia, Trabajo y Sociedad*, 2, 2011, p. 33-62.

(9) AHPCE, OM, boîte 117, chemise 2/3, rapport sur les Journées de la libération de la femme de décembre 1975, s. d. ; rapport de Amaya « Reunión de las Mujeres Demócratas en Madrid », reçu le 28 mars 1970.

(10) AHPCE, OM, boîte 117, chemise 2/3, « Reunión Nacional de Mujeres », copie du 6 juillet 1971 ; « Sobre el Movimiento de Mujeres Demócratas de Zaragoza », copie du 10 décembre 1971 ; « Reunión del Comité Ejecutivo del PCE con camaradas del MDM », s. d. [milieu de l'année 1970].

par des éléments nouveaux qui interpellent aussi bien les hommes que les femmes¹. À l'intérieur même du PCE, le débat éclate entre, d'un côté, des militantes qui accordent la priorité à la lutte politique sur la lutte féministe et qui pensent que la sexualité ou les droits reproductifs sont peu urgents, voire frivoles, et, de l'autre, des militantes plus jeunes et plus formées qui affirment que les deux combats sont parallèles et qu'il faut soutenir toutes les revendications féministes, y compris celles relatives au corps.

Le Parti connaît une évolution profonde. Le huitième congrès, qui a lieu en 1972, constitue un des moments les plus mémorables de ce processus. Santiago Carrillo y énonce la nécessité de réaliser « un virage à cent quatre-vingt degrés » sur la question des femmes. Le changement est remarquable, au point que, lors de la « Conférence des partis communistes des pays capitalistes d'Europe sur la condition féminine » à Rome en 1974, la délégation espagnole affirme, contre l'opinion de la majorité des partis qui y assistent, que le féminisme est une lutte spécifique et que le socialisme n'implique pas automatiquement la libération des femmes. La délégation soutient ainsi des thèses très avancées par rapport à la culture communiste européenne du moment².

À partir de ce moment-là, le PCE s'identifie de manière explicite avec le féminisme. La deuxième conférence nationale du Parti de 1975 conclut par exemple : « Nos objectifs coïncident avec ses objectifs [ceux du mouvement des femmes] : atteindre l'égalité de la femme et de l'homme. Dans ce sens, nous sommes, nous devons être, un parti féministe. Nous sommes

le parti de la libération de la femme »³. Cette assimilation contribue à la reformulation de l'identité communiste : on préconise ainsi des changements à l'intérieur du Parti, face au constat « qu'encore beaucoup de communistes ont des idées réactionnaires sur le problème féminin ». Toutefois, pour le PCE, le féminisme dit « radical » (c'est une nuance très significative) se trompe en considérant la question des femmes de manière exclusive sans prendre en considération les autres transformations politiques et sociales⁴.

Collaboration et tensions entre PCE et féminisme

Au cours de la Transition démocratique (1975-1982), le PCE connaît une nette évolution idéologique, avec l'intégration totale de l'eurocommunisme⁵. Dans ce contexte, le discours officiel du Parti admet que l'arrivée de la démocratie ou du socialisme n'est pas suffisante pour régler la question de l'égalité entre les femmes et les hommes. Malgré le prestige dont jouit le PCE grâce au travail réalisé dans la clandestinité et malgré ses importants efforts de modernisation théorique, l'influence du PCE diminue parce que la démocratie ouvre de nouvelles voies de participation politique aux milieux les plus progressistes de la société qui, à maintes occasions, se distancient du Parti ou l'abandonnent. Ce processus s'observe clairement dans les relations entre communisme et féminisme. Le mouvement féministe se structure en effet sur un clivage identitaire, en s'adressant spécifiquement aux femmes, mais il a en même temps montré des préoccupations politiques inhabituelles dans

les mouvements féministes des autres pays européens, à cause du contexte de la Transition démocratique¹.

En tant que membres du MDM, de nombreuses communistes participent aux premières Journées de la libération de la femme à Madrid qui se tiennent au début du mois de décembre 1975, peu après la mort de Franco, et constituent le moment fondateur du féminisme de la seconde vague en Espagne. Ces Journées aboutissent à une résolution qui met en rapport la lutte des femmes avec la lutte pour la démocratie. Comme on le lit dans un rapport du PCE, cette résolution est adoptée sous l'influence des communistes, qui s'opposent à d'autres participantes lors d'intenses débats. Il s'agit de déterminer « si notre lutte est une lutte contre l'homme ou une lutte contre les structures qui contribuent à la perpétuation de cette situation et, concrètement de nos jours, une lutte pour l'amnistie et les libertés² ». Bien que le PCE se considère comme féministe, les divergences avec le féminisme radical sont manifestes.

En mai 1976, trois mille femmes célèbrent les Journées catalanes de la femme à Barcelone, révélant ainsi le dynamisme croissant du féminisme espagnol. À nouveau, les femmes communistes participent, mais leurs positions ne sont plus majoritaires. Dans un bilan interne, Maria Dolores Calvet reconnaît les fortes carences théoriques de beaucoup de participantes communistes. Pour elles, ces Journées agissent comme un coup de fouet qui stimule la prise de conscience de leur discrimination³.

(1) Mary Nash, « La construcción de una cultura política desde la legitimidad feminista durante la Transición política democrática », in Ana Aguado et Teresa Maria Ortega (dir.), *Feminismos y antifeminismos...*, op. cit., p. 283-306.

(2) AHPCE, OM, boîte 117, chemise 2/3, rapport sur les Journées, s. d. ; AHPCE, Nacionalidades, boîte 75, chemise 1/1, rapport de Ana, s. d.

(3) *El feminismo al PSUC...*, op. cit., p. 42-53. Voir Gaiame Pala, « Entre paternalismo e igualitarismo : el PSUC y la cuestión de la mujer en los años del tardofranquismo », *Mientras*

Dans le mouvement féministe espagnol, une grande controverse éclate entre féminisme socialiste et féminisme radical : les communistes, liées au premier, soutiennent qu'à la lutte pour la libération de la femme il faut joindre la lutte pour la démocratie ; les radicales accusent au contraire les partis d'essayer de manipuler le mouvement. Leurs différences n'empêchent pourtant pas ces tendances de collaborer lors des campagnes pour les droits des femmes⁴. Ces débats et remises en question ont des répercussions à la fois dans le PCE et dans le MDM. Ce dernier donne la priorité à des revendications nouvelles en son sein, comme le divorce ou l'avortement⁵, mais le mouvement entre en crise, concurrencé par d'autres organisations et accusé d'être instrumentalisé par le PCE. La présence des militantes du PCE lors des deuxièmes Journées de la libération de la femme, tenues à Grenade en 1979, n'est plus aussi marquée.

Au même moment, les thèses féministes gagnent du terrain dans le discours officiel du Parti, ce dont témoigne la création en mai 1976 de la Commission pour les affaires féminines auprès du Comité central, qui réunit entre autres Dulcinea Bellido, Mercedes Comabella, Manuel Azcarate et Rosalía Sender. Une de ses premières initiatives est de convoquer la première conférence du Parti pour la libération de la femme, au cours de laquelle il est affirmé que cette libération est indissociable de la lutte pour la liberté, la démocratie et le socialisme. La Commission exige, peu après, la fin des discriminations légales et l'ouverture d'un débat qui surmonte les tabous sur la

(1) Xavier Domènech Sampere, « Cenizas que ardían todavía : la identidad comunista en el tardofranquismo y la transición », in Manuel Bueno et Sergio Gálvez (dir.), *Nosotros, los comunistas...*, op. cit., p. 126-132.

(2) *El feminismo al PSUC : els anys setenta i vuitanta del segle XX*, p. 35, <http://elfeminismealpsuc.adpc.cat/quisom.html>.

(3) *Mundo Obrero*, 4^e sem. de sept. 1975.

(4) *Mundo Obrero*, 4^e sem. de sept. 1975 et 3^e sem. d'oct. 1975.

(5) Juan Antonio Andrade Blanco, *El PCE y el PSOE en (la) transición : la evolución ideológica de la izquierda durante el proceso de cambio político*, Madrid, Siglo XXI, 2012.

Tanto, 97, 2005, p. 133-139 ; Soledad Bengoechea Echaondo, *Les dones del PSUC*, Barcelone, Els arbres de Farenheit, 2013.

(4) Mercedes Agustín Puerta, *Feminismo : identidad personal y lucha colectiva. Análisis del movimiento feminista español en los años 1975 a 1985*, Grenade, Universidad de Granada, 2003.

(5) AHPCE, OM, boîte 117, chemise 2/2, programme de MDM-MLM, 1976.

sexualité¹. Le contact avec différents courants du féminisme permet aux secteurs les plus avancés du Parti d'approfondir les positions défendues et d'exiger « une intense révolution culturelle qui transforme la relation homme-femme² » pour reprendre les termes de Manuel Azcárate. Natalia Calamai plaide, quant à elle, pour séparer la sexualité de la procréation et redéfinir une nouvelle morale, éloignée de la morale bourgeoise³. Au neuvième congrès du PCE, en avril 1978, ces arguments sont intégrés dans la doctrine officielle du Parti, avec des revendications nouvelles comme la coéducation, les contraceptifs, l'avortement et « les droits au choix sexuel »⁴.

La deuxième conférence du PCE sur la question des femmes de décembre 1978 propose de s'attaquer au problème de l'insertion des femmes dans le Parti en favorisant un nécessaire changement de mentalité dans la formation politique. L'autocritique officielle récurrente et l'inquiétude sincère des féministes du Parti n'empêchent pas le militantisme féminin et l'accession des femmes à des postes à responsabilités de rester des pratiques minoritaires. En 1977, on compte à peine 10 % de femmes dans le Parti, contre 30 % trois ans plus tard. Pourtant, au sein de son Comité exécutif, les femmes, déjà peu présentes (6,6 % des membres en 1977), ont totalement disparu en 1981⁵. Pendant les campagnes électorales de 1977 à 1982, le PCE revendique une pleine participation des femmes à la vie publique et se présente comme le Parti « le plus féministe ». Pourtant, sur les quarante-sept

députés communistes, seules cinq sont des femmes. Le groupe parlementaire communiste propose néanmoins des projets de loi sur le divorce et sur l'avortement et présente des amendements à la Constitution pour défendre le divorce, la dépénalisation de l'avortement, des méthodes de planification familiale et la coéducation. Le PCE participe aussi aux principales campagnes féministes de l'époque⁶. Pourtant, à partir de 1978, l'intérêt du PCE pour le sujet décline, sous l'effet combiné de la grave crise interne qu'il traverse et de la redéfinition du féminisme à l'issue d'un conflit entre partisans de l'égalité et partisans de la différence.

Les années 1930 et les années 1970 sont des moments intéressants pour étudier les relations complexes du Parti communiste avec le mouvement féministe, parce qu'il s'agit de deux époques de fort rayonnement du communisme, pendant lesquelles le féminisme a en même temps constitué un enjeu du débat politique.

Ces deux moments présentent des points communs. Dans les deux cas, l'origine du rapprochement entre communisme et féminisme obéit à des préoccupations stratégiques : l'objectif est d'ouvrir le Parti aux différents milieux sociaux pour renforcer sa place dans la société. Dans les deux cas, la question des femmes parvient cependant à s'autonomiser, sous l'influence notamment des militantes communistes. Ces moments présentent aussi des différences. Tout d'abord, la référence à l'URSS, importante dans les années 1930, s'efface dans les années 1970. Ensuite, le PCE se définit en 1975 comme « le Parti de la libération des femmes », alors que, pendant la

guerre civile, le féminisme avait été considéré comme un mouvement bourgeois. Cependant, c'est bien la guerre civile qui, en polarisant les camps, a assuré au PCE une position dominante sur la question des femmes. Au contraire, si le Parti a maintenu son influence dans la clandestinité, la question des femmes s'ouvre à d'autres organisations pendant la transition démocratique. Enfin, il ne faut pas oublier que le féminisme a également évolué : dans les années 1930, le mouvement exigeait l'égalité formelle, que le PCE a pu reprendre à son compte pendant la guerre civile ; dans les années 1970, le féminisme met davantage en avant des revendications concernant le corps et la sexualité, que le PCE finit par intégrer mais en perdant l'initiative dans le mouvement féministe.

La question de la continuité entre ces deux moments se pose également. Cette continuité existe certes dans la trajectoire de quelques militantes et dans le souvenir mythifié de la résistance politique durant la guerre civile, incarné par Dolores Ibárruri à son retour d'exil. Mais ces militantes sont peu connues dans les années 1970 et la mythification d'Ibárruri se fait sans référence à ses revendications féministes des années 1930. En fait, les principales dirigeantes ont durement subi la répression franquiste et le Parti a pendant plus de vingt ans donné la priorité à l'action clandestine, remettant à plus tard la question des revendications féministes. Cela a contraint les femmes communistes à reconstruire une culture féministe *ex nihilo* au sein de la culture politique du PCE des années 1970.

Le cas du PCE gagne enfin à être replacé dans un contexte européen. Ici, on ne peut que proposer quelques pistes, qui devraient faire l'objet de comparaisons futures. La guerre civile et la résistance à la longue dictature franquiste expliquent que l'union des forces progressistes ait été en Espagne plus qu'ailleurs érigée en valeur fondamentale par

le Parti communiste, ce qui a favorisé un rapprochement entre communisme et féminisme. Parallèlement aux intérêts du PCE, l'engagement de certaines militantes communistes a permis l'ouverture au féminisme et son assimilation par la culture politique communiste espagnole. Inversement, la politisation croissante du débat public autour de l'antifascisme et de l'antifranquisme a influencé le mouvement féministe, ce qui peut expliquer que les contacts, même s'ils n'ont pas toujours été faciles, aient été maintenus avec le PCE. Cela distingue le PCE de son homologue portugais, avec lequel il partage l'expérience de la dictature mais non de l'eurocommunisme, et qui n'a jamais réussi à intégrer le féminisme et la dimension de genre à la lutte pour la démocratie¹. Cela le rapproche en revanche du Parti communiste italien (PCI) : pendant la Seconde Guerre mondiale, celui-ci a soutenu l'engagement des femmes dans l'antifascisme et après la guerre, est revenu à des positions traditionnelles. Dans les années 1970, le PCI se place à la pointe du mouvement eurocommuniste, il déclare l'union entre féminisme et socialisme lors de son congrès de 1979². En France, ces débats n'ont touché le PCF que tardivement³. Ni la participation au Front populaire, ni la présence des femmes dans la Résistance, ni le poids du Parti dans la vie politique après 1945 n'ont conduit ce dernier à changer ses positions marxistes orthodoxes. Dans les années 1970, sa présence est moins forte que celle du PCI et du PCE dans leurs arènes politiques respectives,

(1) Selon Manuela Távares, *Feminismos, percursos e desafios (1947-2007)*, Lisbonne, Texto Editores, 2011.

(2) Karen Beckwith, « Feminist and Leftist Politics in Italy : The Case of UDI-PCI Relations », in Sylvia Bashenkin (dir.), *Women and Politics in Western Europe*, Bristol, Frank Cass, 1985, p. 19-37 ; Sandro Bellasai, *La morale comunista : pubblico e privato nella rappresentazione del PCI (1947-1956)*, Rome, Carocci, 2000.

(3) Sylvie Chaperon, « L'ingresso delle donne nella vita politica : Francia e Italia a confronto », *Genesis*, 5 (2), 2006, p. 117-136.

(1) *Mundo Obrero*, 24 novembre 1976, 1^{er} décembre 1976 et 15-21 décembre 1977 ; *Hacia la liberación de la mujer : I Conferencia del PCE sobre la condición femenina*, Madrid, PCE, 1976.

(2) *Nuestra Bandera*, mars-avril 1977.

(3) *Nuestra Bandera*, juillet-août 1977.

(4) *Nuestra Bandera*, mai-juin 1978.

(5) *Nuestra Bandera*, janvier 1979 ; *Mundo Obrero*, 23 février 1979 ; Mónica Moreno-Seco, « A la sombra de "Pasionaria"... », *op. cit.*, p. 278-279.

(6) *Mundo Obrero*, 20 avril 1977, 16 juin 1977, 18 janvier 1979, 21 et 23 février 1979, 10-16 septembre 1982 ; AHPCE, OM, boîte 117, chemise 12/3, tract « Para que no se encoja tu vida no te quedes parada : vota PCE ».

et il se trouve confronté à un mouvement féministe radical très puissant et en même temps peu intéressé par la politique au sens habituel du terme¹.

*Mónica Moreno-Seco,
Université d'Alicante, Département de sciences
humaines, 03080, Alicante, Espagne.*

Maîtresse de conférences en histoire contemporaine à l'Université d'Alicante, spécialiste en histoire des femmes et en histoire du genre, **Mónica Moreno-Seco** est l'auteur de *Manifestos feministas : antología de textos del movimiento feminista español* (Université d'Alicante, 2005) et de divers articles parus dans les revues *History and Anthropology*, *Ayer*, *Historia y Política*, *Historia Contemporánea* et *Memoria e Ricerca*. (monica.moreno@ua.es)

(1) Dominique Loiseau, « La politique du PCF et les femmes depuis 1945 », in Christine Delphy et Sylvie Chaperon, *Cinquantième du Deuxième sexe*, Paris, Syllepse, 2002, p. 387-391. Nous remercions Michel Christian pour la relecture de cet article.

Note aux contributeurs

Articles

Les manuscrits, inédits et non soumis parallèlement à une autre revue, seront adressés à la Rédaction avec les coordonnées complètes de leur(s) auteur(s). Leur cadrage sera d'environ 40 000 signes (7 000 mots) espaces et notes comprises.

Conventions

Les références bibliographiques sont intégrées dans les notes de bas de page. Elles sont présentées de la manière suivante pour un ouvrage : Prénom Nom, *Titre de l'ouvrage*, Ville, Éditeur, année, pages ; pour un article : Prénom Nom, « Titre de l'article », *Nom de la revue*, numéro, date, pages ; pour une contribution à un ouvrage collectif : Prénom Nom, « Titre de la contribution », in Prénom Nom du directeur de l'ouvrage, *Titre de l'ouvrage*, Ville, Éditeur, année, pages. Si le texte comprend des documents à reproduire (tableaux, graphes, images, etc.), l'auteur veillera à leur place, référence ou appel dans le texte, ainsi qu'à la mention systématique des titres, légendes, sources et têtes. Pour toute information complémentaire, ne pas hésiter à contacter la Rédaction.

Procédure

Les articles pris en considération par la Rédaction, anonymés, feront l'objet de notes de lecture. En fonction de celles-ci, le comité de Rédaction prend l'une des trois décisions suivantes : acceptation en l'état, refus, acceptation sous réserve de modifications. L'auteur en est informé dans un délai maximal de quatre mois après réception du manuscrit. En cas d'acceptation, il sera joint à la dernière version du texte : a) un résumé de 750 signes (115 mots), accompagné de sa traduction en anglais ; b) cinq mots clés ; c) une notice biographique de 300 à 500 signes (50 à 80 mots) indiquant le statut de l'auteur, ses dernières publications et son adresse électronique. Une fois acceptés, les textes font éventuellement l'objet d'un travail éditorial. Le libellé final des titres et le chapeau des articles publiés reviennent à la Rédaction.

Rubriques

Si vous souhaitez contribuer aux rubriques de la revue, nous vous invitons à contacter leurs responsables au préalable.

Archives : Thomas Grillot (thomas.grillot@gmail.com) et Gilles Morin (gilles.morin4@gmail.com)

Avis de recherches : Quentin Deluermoz (quentin.deluermoz@gmail.com) et Marie Bénédicte Vincent (mariebvincent@yahoo.fr)

Images, lettres et Sons : Ludvine Bantigny (ludvinebantigny@free.fr) et Vincent Lemire (lemire.vincent@gmail.com)

Vingtième Siècle signale : Johann Chapoutot (johannchapoutot@hotmail.com), Xavier Vigna (xavier.vigna@u-bourgogne.fr) et Claire Zaïc (claire.zaïc@ens.fr)

Librairie : Justine Faure (jst.faure@gmail.com), Marie Scot (marie.scot@sciences-po.fr) et Charlotte Vorms (cvorms@gmail.com)

Vingtième Siècle. Revue d'histoire est indexée notamment dans les bases de données bibliographiques suivantes : AISP/IPSA, America : History and Life, Arts & Humanities Citation Index, Francis, Historical Abstracts, IBSS-International Bibliography of the Social Sciences, IBZ-International Bibliography Arts Humanities Social Sciences, PAIS International, Periodical Contents Index, Scopus.

Vingtième Siècle. Revue d'histoire

n° 126 avril-juin 2015

DOSSIER

Femmes, genres et communismes

Michel Christian et Alix Heiniger

Le communisme a été à la fois une théorie, un programme politique et social, une pratique politique et un ordre social. Sous chacune de ces formes, il a impliqué des hommes aussi bien que des femmes. Mais si ces dernières ont toujours été identifiées comme un groupe particulier, il ne leur a guère été reconnu d'émancipation singulière. C'est sur les effets historiques de cette contradiction qu'entend revenir ce dossier, en tenant compte de la multiplicité du phénomène communiste à l'Est comme à l'Ouest. Quelle a été la place des femmes dans les partis, les syndicats et les autres organisations de masse ? Comment se sont-elles approprié les politiques émancipatrices étatiques qui leur ont notamment donné l'accès au travail salarié ? Y avait-il place dans le communisme pour une forme de féminisme ?

Rubriques

Archives Les archives de la Collaboration *Thomas Fontaine et Denis Peschanski* – Les archives de Chérif Mécheri, l'homme du président *Gilles Morin* – Brèves

Avis de recherches Le Débarquement, de l'événement à l'épopée *Ameline Fernandes* – La guerre d'Algérie, le sexe et l'effroi *Marc André* – Inventer le Grand Paris *Thibault Tellier*

Images, lettres et sons « Lyon sur tous les fronts ! » *Caroline Muller* – « Paris libéré, photographié, exposé » *Fabrice Grenard* – Un Musée d'histoire des juifs de Pologne *Audrey Kichelewski* – Dora et la chasse aux nazis *Christophe Granger* – De l'autre côté du Mur *Corine Defrance*

Librairie Politique et économie au Moyen-Orient – Islam et politique – Algérie coloniale – Asie – Biographies politiques et intellectuelles – Avant-gardes – Sexualités – Penser l'histoire – Sciences et politique – Politique française – Société française – Seconde Guerre mondiale – À l'ombre de la guerre – Militaires – Guerre froide

Presses de Sciences Po

117, boulevard Saint-Germain – 75006 Paris – France

Tél. : +33 (0)1 45 49 83 64 – Fax : +33 (0)1 45 49 83 34 – Diffusion/distribution CDE/SODIS

<http://www.pressesdesciencespo.fr>

Retrouvez la revue sur <http://www.cairn.info> et <http://www.persee.fr>

SciencesPo.
Les Presses

CAIRN
chercher, repérer, avancer

23 €

SODIS 770 154,2

ISSN 0294-1759

ISBN 978-2-7246-3433-4

9 782724 634334

VINGTIÈME SIÈCLE REVUE D'HISTOIRE

Numéro 126 | avril-juin 2015

DOSSIER

Femmes, genres et communismes

Michel Christian et Alix Heiniger

Malgorzata Fidelis Femmes et communisme en Europe de l'Est

Xiaoqing Tang L'« émancipation des femmes » en Chine

Nadège Ragaru Identités de genre et théâtre en Bulgarie

Magali Delaloye Les femmes du Kremlin

Paul Boulland, Julian Mischi Militantes dans les réseaux du PCF

Michel Christian Femmes et hommes au sein du SED

Alix Heiniger Les communistes allemands au prisme du genre

Celia Donert Femmes, communisme et internationalisme

Mónica Moreno-Seco Parti communiste et féminisme en Espagne

Yves Denéchère Les parrainages d'enfants étrangers

Étienne Bourdon, Dominique Chevalier, Laurence De Cock,

Christian Delacroix, Patrick Garcia, Jean Leduc Le CAPES

d'histoire et de géographie